

Déplacements & Loisirs

Conditions spéciales /

Assurance voyages
Travel Group Luxembourg SàRL

d'Assurance / **nei erfannen**



INDEX

A. Garanties « Assurance »	4
Définitions	4
1. Assurance des frais d'annulation de voyages	6
2. Assurance bagages et protections diverses	9
3. Assurance accidents « Voyages »	11
4. Assurance des frais liés au prolongement forcé de séjour	13
5. Assurance des frais liés au refus d'embarquement	18
6. Assurance des frais liés à un départ manqué	19
7. Assurance protection juridique	16
8. Exclusions communes à toutes les garanties	18
B. Garanties « Assistance »	19
Définitions	19
9. Objet et étendue de l'assistance	20
10. Conditions d'octroi du service d'assistance	20
11. Assistance au personne	20
12. Assistance « Voyage à l'étranger »	24
13. Assistance juridique	26
14. Assistance au domicile	26

15. Assistance télé médicale	26
16. Exclusions	27
17. Cadre juridique	28
Obligations de l'assuré en cas de sinistre	30
Traitement des données personnelles	31

Pour autant qu'il n'y soit pas expressément dérogé par les présentes Conditions Spéciales, les Conditions Générales réf. CG Tup solution entreprises w03.13 sont d'application

A. Garanties « Assurances »

Définitions

Accident corporel

L'événement soudain indépendant de la volonté de l'Assuré qui entraîne une lésion corporelle constatée par une autorité médicale compétente et dont l'une des causes est extérieure à l'organisme de la victime

Assuré / Bénéficiaire

Toute personne ayant souscrit un voyage organisé par le preneur d'assurance dans tous les cas où la présente assurance fait partie intégrante des prestations offertes par le preneur d'assurance.

Toute personne ayant souscrit un voyage organisé par le preneur d'assurance, qui a adhéré par le paiement d'une prime à la présente assurance, souscrite par le preneur d'assurance pour compte de ses clients adhérents, lorsque cette assurance ne fait pas partie intégrante des prestations de voyage.

Compagnon de voyage

La personne qui a réservé et assuré un voyage en commun avec l'Assuré.

Domicile

Le pays de domicile du bénéficiaire est obligatoirement situé dans un pays de l'Union Européenne.

Etendue territoriale

Les garanties Assurance et Assistance sont valables dans le monde entier.

Incident médical

Maladie ou accident corporel survenant à un Assuré.

Maladie

Une altération de la santé constatée par une autorité médicale notoirement compétente, interdisant de quitter la chambre (sortie non autorisée) et impliquant la cessation de toute activité.

Membres de la famille

L'époux, l'épouse, le conjoint de droit ou de fait, les parents, beaux-parents, enfants ou beau-fils ou belles-filles, frères ou beaux-frères, sœurs ou belles-sœurs, grands-parents, petits- enfants, oncles, tantes, cousins, cousines, neveux et nièces.

S'il y a plus de 6 personnes qui réservent ensemble un voyage, seulement les membres de la famille et leurs personnes de soins sont couverts.

Pandémie

Une épidémie présente sur une large zone géographique internationale. Elle touche une partie particulièrement importante de la population mondiale.

Preneur d'assurance

La personne physique ou morale qui souscrit le contrat d'assistance.

Souscription / Voyage

Voyage organisé et réservé auprès du preneur d'assurance et dont les dates, la destination figurent sur le document de voyage.

Territorialité

L'assurance est valable dans le monde entier.

Effet et durée de l'assurance

L'assurance prend cours au moment où l'Assuré quitte son domicile à la date du départ en voyage fixée par son billet et/ou autre pièce justificative et se termine lorsque l'Assuré a rejoint son domicile, au plus tard minuit du dernier jour de validité prévu par son billet et/ou autre pièce justificative, sous réserve de ce qui est dit aux Conditions Spéciales « frais d'annulation ».

1. Assurance des frais d'annulation de voyages

1.1. Objet et montant de la garantie

La Compagnie garantit le remboursement aux personnes assurées:

- des frais d'annulation contractuellement dus lorsque le voyage est annulé avant le départ ou lorsque la location est annulée avant l'entrée en jouissance des locaux ;
- des prestations non perçues (à l'exception des frais de transport) en cas d'interruption prématurée du voyage ;
- des prestations non perçues (à l'exception des frais de transport) en cas de départ retardé ;
- et de rupture.

Les remboursements susmentionnés sont limités au prix du voyage ou de la location mentionnée sur les documents confirmant le voyage.

La franchise de 50 € par personne renseignée par les conditions particulières reste à la charge de l'Assuré. Tous frais de dossiers excédentaires incombent à la Compagnie.

1.2. Prise d'effet et durée de la garantie

Cette garantie entre en vigueur à partir de la date de sa souscription et cesse de plein droit le dernier jour de la durée de voyage mentionnée.

Cette garantie doit être souscrite au plus tard lors de la réservation définitive du voyage ou de la signature du contrat de location.

La Compagnie garantit l'Assuré seulement contre les maladies et accidents survenus après la date de l'inscription au voyage.

1.3. Cas d'application de la garantie

1.3.1. En cas de décès ou d'accident nécessitant plus de 48h d'hospitalisation de l'Assuré, d'un membre

de la famille, ou du compagnon de voyage, d'une personne domiciliée à la même adresse que le bénéficiaire et dont il a légalement la garde ou la charge.

1.3.2. En cas de maladie de l'Assuré, de son conjoint, de la personne accompagnant l'Assuré pendant le voyage, d'une personne domiciliée à la même adresse que le bénéficiaire et dont il a légalement la garde ou la charge, attestée médicalement comme étant incompatible avec l'accomplissement du voyage de l'Assuré.

1.3.3. En cas de maladie des ascendants, attestée médicalement et nécessitant la présence de l'Assuré à leur chevet.

1.3.4. En cas de décès ou accident nécessitant plus de 48h d'hospitalisation, du remplaçant professionnel ou d'une personne chargée de la garde de l'enfant mineur ou handicapé du bénéficiaire, pour autant que ces personnes aient été nominativement désignées lors de la souscription du voyage.

1.3.5. En cas de complications de la grossesse de l'Assurée, de son conjoint (de droit ou de fait), d'un parent ou allié jusqu'au 1^{er} degré de l'Assuré, de la personne accompagnant l'Assuré pendant le voyage.

- 1.3.6.** Grossesse de l'assurée ou de sa compagne de voyage pour autant que le voyage était prévu pendant les 3 derniers mois de grossesse et que cette dernière n'était pas connue au moment de la réservation du voyage.
- 1.3.7.** En cas de préjudices graves (nécessitant impérativement la présence de l'Assuré le jour de départ) non réalisés au moment de l'inscription au voyage, dus à un incendie, à des dégâts des eaux ou une tempête atteignant ses biens.
- 1.3.8.** En cas de convocation de l'assuré pour l'aide humanitaire ou pour une mission militaire, pour autant qu'il n'en avait pas connaissance au moment de la réservation du voyage.
- 1.3.9.** En cas de convocation de l'Assuré :
- en qualité de témoin ou de juré devant un tribunal ;
 - en raison de l'adoption d'un enfant ;
 - en raison d'une transplantation d'organe ;
 - à une épreuve d'admission dans un établissement scolaire ou universitaire dont la date de l'épreuve était inconnue lors de la réservation du voyage (sont exclus les ajournements dont les dates étaient publiées et connues lors de la réservation du voyage).
- 1.3.10.** En cas de vol des documents d'identité ou visa, refus de visa par les autorités du pays de destination, pour autant que le preneur d'assurance soit averti dans les 48 h de la connaissance du refus.
- 1.3.11.** En cas de présence obligatoire de l'Assuré au nouveau contrat de travail.
- 1.3.12.** En cas de résiliation du contrat d'emploi (sauf résiliation pour faute grave) notifiée par l'employeur à l'Assuré ou à des membres de sa famille vivant sous son toit, assuré par ce contrat et mentionné sur le même document de voyage / confirmation, à condition que cette situation n'ait pas été connue au moment de la souscription de ce contrat.

1.4. Obligations en cas de sinistre

L'Assuré doit dans tous les cas signaler à l'assureur les autres assurances éventuelles qui couvrent le même risque que le présent contrat, et concernant la garantie annulation :

- avertir immédiatement l'organisateur de l'annulation dès connaissance d'un fait pouvant empêcher le départ ;
- prévenir la Compagnie par écrit dans les 5 jours suivant la communication de l'annulation. L'Assuré doit compléter soigneusement le formulaire « déclaration d'Annulation » avec rapport médical et le renvoyer sans délai à la Compagnie accompagnée des pièces justificatives ;
- transmettre sans délai, et dans tous les cas dans les 30 jours, à la Compagnie toutes les informations utiles ;
- répondre à toutes les questions posées afin de déterminer les circonstances et l'étendue du sinistre ;
- prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir et de limiter les conséquences du sinistre ;
- si la Compagnie le juge nécessaire, l'Assuré à l'origine de l'annulation, doit en outre se soumettre à l'examen d'un médecin délégué par la Compagnie.

1.5. Sinistres

La déclaration d'annulation doit être signifiée par écrit, même si l'inscription a été faite verbalement, et sera accompagnée des pièces justificatives.

La date de réception de la déclaration fait foi et compte pour établir le délai d'annulation tandis que le jour du départ n'est pas compté.

1.6. Indemnisation

L'indemnisation des frais d'annulation interviendra sur les bases de la formule d'assurance souscrite et toujours sous déduction des frais de dossiers fixés forfaitairement à 50 € par personne.

1.7. Exclusions

Les exclusions des art. 2.5 des Conditions Générales sont d'application.

Sont également exclus de la garantie :

- 1.7.1.** L'usage abusif d'alcool (ivresse, alcoolisme), de médicaments, de drogues ou de stupéfiants.
- 1.7.2.** Les maladies psychotiques, mentales ou nerveuses qui n'entraînent pas d'hospitalisation de plus de 7 jours ou qui ne sont pas certifiées par un médecin spécialiste en psychiatrie.
- 1.7.3.** Les actes intentionnels.
- 1.7.4.** Les accidents résultant de la participation à des paris, crimes, rixes (sauf en cas de légitime défense).
- 1.7.5.** La pollution du milieu naturel et les catastrophes naturelles.
- 1.7.6.** Les grèves, les guerres et les guerres civiles, les émeutes, les mouvements populaires, les actes de terrorisme, les agressions bactériologiques ou chimiques, tout effet de rayonnement radioactif ainsi que l'inobservation consciente d'interdictions officielles.
- 1.7.7.** Toute annulation liée à un avis du gouvernement empêchant la circulation ou le transport.
- 1.7.8.** Toute demande de remboursement pour laquelle le preneur d'assurance ne peut voyager ou choisit de ne pas voyager parce que le Ministère des affaires étrangères (ou tout autre organisme gouvernemental équivalent dans un autre pays) déconseille les voyages en raison d'une pandémie.

2. Assurance bagages et protections diverses

2.1. Objet de la garantie

2.1.1. Cette assurance a pour but de garantir l'Assuré jusqu'à concurrence du montant assuré contre la destruction, le vol ou la perte de tout ou partie de ses bagages ainsi que contre tous dégâts occasionnés à ceux-ci hors du domicile habituel de l'Assuré et dus à toute circonstance fortuite survenue pendant le voyage fixé et pendant les séjours s'y rapportant. Sont assurés les bagages, y compris les objets portés et le matériel de camping que l'Assuré emporte pour son usage personnel, jusqu'à concurrence du montant prévu par personne aux Conditions Particulières.

2.1.2. Pour les bagages confiés :

- en cas de perte, endommagement total ou partiel des bagages se trouvant sous garde d'un transporteur, d'un hébergement ou d'une consigne ;
- en cas de non-livraison dans les délais c'est-à-dire au lieu de vacances le même jour que la personne assurée ou avec un retard de minimum 12 heures, pour l'achat de première nécessité dans la limite de 25 % du capital assuré de base, sans compléments (à joindre à la déclaration de sinistre bagages, les originaux des factures d'achats) ;
- les appareils photo, les caméras et les ordinateurs portables ainsi que les accessoires sont uniquement assurés dans le bagage enregistré s'ils se trouvent dans un bagage fermé et verrouillé.

2.1.3. Pour les bagages se trouvant sous la surveillance de l'Assuré en cas de perte, l'endommagement total ou partiel suite à des actes punissables (par exemple vol) des accidents où la personne assurée subie une grave blessure ou un accident de transport (par exemple accident de route) un incendie et des événements élémentaires (par exemple inondations).

2.2. Limite des garanties

Le capital assuré est fixé dans la formule de voyage souscrite par le preneur d'assurance.

2.3. Modalités d'indemnisation

2.3.1. L'indemnisation s'effectue sans application d'une règle proportionnelle.

2.3.2. La Compagnie se réserve le droit de faire réparer ou remplacer en totalité ou en partie les objets endommagés ou disparus. Aucun remplacement ni aucune réparation ne peut être effectuée aux frais de la Compagnie sans son accord préalable.

2.3.3. Si des objets perdus ou volés sont retrouvés après que la Compagnie ait payé une indemnité, les Assurés peuvent soit abandonner l'objet à la Compagnie en conservant l'indemnité. Soit reprendre l'objet en remboursant l'indemnité. La Compagnie n'est tenue au paiement des taxes que dans la mesure où elles sont effectivement à la charge des Assurés.

2.3.4. Le matériel sportif tel que les skis et les planches à voile et le matériel de camping sont compris dans l'assurance.

Dans les cas où les objets couverts par la police consistent en paires ou jeux d'objets tels que boutons de manchette, boucles d'oreilles, skis, etc. assurés pour leur valeur totale, la valeur de chaque objet se calculera en divisant la valeur totale par le nombre d'objets composant la paire ou le jeu.

En cas de perte, destruction, vol ou dommage, la Compagnie règlera le sinistre en se basant sur cette valeur et sans tenir compte de la dépréciation que pourrait subir la paire ou le jeu du fait de n'être plus complet.

2.4. Exclusions

Les exclusions des art. 2.5 Conditions Générales sont d'application.

Sont également exclus de l'assurance :

- 2.4.1.** Les dommages causés par la dépréciation, la détérioration lente ou naturelle, aux dégâts dus aux influences atmosphériques, la nature mêmes des objets, à l'usure, à l'humidité, et ceux résultant du vice propre de l'objet garanti ou d'un procédé quelconque de nettoyage, de réparation ou de restauration.
- 2.4.2.** Les dommages occasionnés à des montres, horloges ou autres appareils, par suite de remontage forcé par l'Assuré.
- 2.4.3.** Les dégâts mécaniques quelconques ne résultant pas d'un accident caractérisé, les égratignures et bosselures.
- 2.4.4.** Les espèces, billets de banque, titres, billets de voyage, collections de timbres poste et valeurs de toute nature, documents manuscrits ou marchandises.
- 2.4.5.** Les bijoux ne sont pas garantis lorsqu'ils se trouvent dans les bagages enregistrés.
- 2.4.6.** La casse d'objets fragiles tels que pendules, porcelaines, glaces, instruments de musique, à moins que celle-ci ne résulte d'un incendie, d'un vol ou d'un accident du transport utilisé.
- 2.4.7.** La casse ou la perte de lunettes, verres de contact, appareils médicaux et prothèse en général.
- 2.4.8.** Les objets oubliés, égarés, perdus dans des circonstances non fortuites.
- 2.4.9.** Les perles fines et pierres précieuses tombées de leur monture dans des circonstances non fortuites.
- 2.4.10.** Les objets laissés sans surveillance dans un lieu public ; toutefois, les objets déposés dans des coffres de consignes de gare, d'aéroports, de ports maritimes ou fluviaux sont assurés même si ces consignes ne sont pas surveillées.
- 2.4.11.** Les conséquences d'un vol survenu lors d'un séjour dans un camping non gardé ou non clôturé, ou commis la nuit dans un véhicule (sauf vol simultané de celui-ci) ou dans un véhicule non fermé à clé.
- 2.4.12.** Outre les exclusions prévues aux conditions spéciales et générales, les garanties du présent contrat ne couvrent pas les virus informatiques, hackers, les pertes de données informatiques, la dégradation des supports informatiques, des logiciels ou de programmes, ou toute altération de données informatiques.

3. Assurance accidents « Voyages »

3.1. Définitions complémentaires

"Accident": toute atteinte corporelle provenant de l'action violente et soudaine d'une cause extérieure et indépendante de la volonté de l'Assuré (y sont assimilés : les agressions commises contre l'Assuré, la noyade, l'absorption accidentelle de produits toxiques, la participation à des opérations de sauvetage de personnes ou de biens).

"Bénéficiaire" : l'Assuré pour la garantie "Incapacité"; le conjoint ou compagne/compagnon cohabitant à défaut les héritiers légaux de l'Assuré pour la garantie "Décès".

3.2. Objet de la garantie

La Compagnie garantit le paiement des indemnités assurées, si à la suite d'un accident survenant pendant le voyage et les séjours s'y rapportant, l'Assuré est victime de lésions corporelles entraînant des blessures ou son décès.

L'assurance s'étend à la pratique en amateur (non rémunéré sous quelque forme que ce soit) de tous les sports y compris les sports d'hiver.

3.3. Limite des garanties

3.3.1. Décès

Le capital assuré est fixé à 10.000€.

Si l'Assuré décède des suites d'un accident garanti et pour autant que le décès soit survenu dans les 12 mois consécutifs à sa survenance, la Compagnie paie le capital assuré au bénéficiaire. Sauf convention contraire, le capital est payable au conjoint survivant ; à défaut, par parts égales, aux enfants nés ou à naître; à défaut, aux héritiers légaux.

La simple disparition de l'Assuré ne suffira pas à constituer une preuve du décès.

L'indemnité est limitée à 1.250 € si la victime avait moins de 5 ans ou plus de 80 ans à la souscription de l'assurance.

3.3.2. Invalidité permanente

Le capital assuré est fixé à 20.000 €.

3.3.2.1. Détermination de l'invalidité

■ INVALIDITE PERMANENTE TOTALE

Si l'accident entraîne pour l'Assuré, dans un délai de deux ans à partir de sa survenance, une invalidité permanente totale, la Compagnie paie à l'Assuré la totalité du capital prévu.

■ INVALIDITE PERMANENTE PARTIELLE

La Compagnie paie à l'Assuré le capital prévu proportionnellement au degré d'invalidité fixé selon la base du barème officiel luxembourgeois des invalidités appliquée par la Sécurité Sociale (Assurance Accidents).

La fixation du degré d'invalidité permanente a lieu sur base de l'état reconnu définitif de la victime, mais au plus tard trois ans après l'accident.

3.4. Indemnisation

- Si plusieurs invalidités permanentes partielles résultent d'un même accident, l'indemnité est établie en tenant compte de la somme de ces invalidités sans pouvoir excéder cependant la somme assurée pour l'invalidité permanente totale.
- La perte de membres ou organes hors d'usage avant l'accident (infirmité préexistante) ne peut donner lieu à une indemnité.
- L'évaluation des lésions de membres ou organes sains lésés par l'accident ne peut être influencée à l'égard de la Compagnie par l'état d'infirmité d'autres membres ou organes que l'accident n'a pas atteints. Si une maladie ou un état maladif vient aggraver les suites d'un accident, la Compagnie ne peut être tenue à indemnité que pour les suites que l'accident aurait probablement eues en l'absence de cette maladie ou de cet état maladif.
Les indemnités dues pour les cas de décès et d'invalidité permanente ne peuvent être cumulées.

3.4.1. Frais de traitement

L'indemnité est limitée à 1.000€.

La Compagnie garantit le paiement des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de première prothèse rendus nécessaires par l'accident et effectivement payés par l'Assuré.

3.4.2. Expertise médicale

La Compagnie juge d'après les documents et rapports transmis à son secrétariat médical de la réalité du taux et de la durée de l'invalidité. Si l'Assuré conteste la décision qui lui est notifiée par la Compagnie, il devra dans les 15 jours le déclarer formellement à la Compagnie et lui notifier en même temps le nom du médecin expert qu'il a choisi.

Faute pour les experts choisis de s'entendre sur la réalité, le taux et la durée de l'invalidité, chacune des parties a le droit de le signifier à l'autre et de demander l'intervention d'un tiers expert qui tranchera irrévocablement.

3.5. Exclusions

Les exclusions des art. 2.5 des Conditions Générales sont d'application ainsi que les dommages :

- causés par suicide ou tentative de suicide, volontaire ou involontaire ;
- survenus à l'occasion d'ascension aérienne. Sont cependant couverts les accidents survenus à la personne de l'Assuré en tant que passager de tout avion ou hélicoptère dûment autorisé au transport de personnes et ce, pour autant que l'Assuré ne fasse pas partie de l'équipage et n'exerce au cours du vol aucune activité professionnelle ou autre en relation avec l'appareil ou le vol ;
- survenus à l'occasion de paris, défis, lors de la participation à un duel, à des courses, compétitions et épreuves de vitesse des sports mécaniques. L'entraînement ou les essais sont également exclus ;
- survenus lors de la pratique des sports ou activités tels que : ascensions en montagne par voies non frayées, escalades de rochers, traversées de glaciers, base-ball, chasse à courre ou aux bêtes féroces, hockey sur gazon et sur glace, rugby, steeple-chase, parachutisme, spéléologie, tout sport de combat tel que judo, lutte, boxe ;
- survenus lors de l'usage de véhicules motorisés à 2 roues avec ou sans side-car d'une cylindrée supérieure à 50 cm³ ;

- relatifs aux accidents ou troubles de la grossesse et ses complications, causés par les maladies tropicales, les maladies vénériennes, les ruptures de varices et la phlébite ;
- dus ou donnant lieu à des troubles psychiques, névropathiques et psychosomatiques ;
- dus à une maladie, un accident et/ou une anomalie (congénitale ou non) existant avant ou au moment de la prise en cours du contrat et dont le preneur d'assurance ou l'Assuré avait à ce moment connaissance ;
- dus aux traitements par rayons X lorsqu'ils ne sont pas ordonnés par un médecin et font suite à une altération de la santé préalablement et médicalement établie et garantie par le présent contrat ayant pour cause directe ou indirecte (ou donnant lieu à) des maladies mentales ou nerveuses, des névroses, des psychoses, des cures de repos et des maladies professionnelles ;
- dus à l'abus manifeste de boissons alcoolisées et de stupéfiants ;
- les grèves, les guerres et les guerres civiles, les émeutes, les mouvements populaires, les actes de terrorisme, les agressions bactériologiques ou chimiques, tout effet de rayonnement radioactif ainsi que l'inobservation consciente d'interdictions officielles ;
- Outre les exclusions prévues aux conditions spéciales et générales, les garanties du présent contrat ne couvrent pas les dommages pertes, frais ou dépenses liés de quelque manière que ce soit aux pandémies, sida, SRAS, fièvres hémorragiques et grippe aviaire.

4. Assurance des frais liés au prolongement forcé de séjour

4.1. Objet du contrat

L'objet de l'assurance des frais liés au prolongement forcé de séjour est la couverture d'assurance décrite ci-dessous pour le titulaire du paquet d'assurance.

4.2. Dommages assurés

Une couverture d'assurance est prévue pour les dommages suivants :

- 4.2.1** Après un contrôle officiel de la température corporelle à l'aéroport de destination, la personne assurée est empêchée d'entrer dans le pays de voyage en raison de valeurs anormales.
- 4.2.2** La personne assurée a été infectée par le coronavirus (COVID-19, y compris ses variantes) Après le début du voyage.
- 4.2.3** La personne assurée doit entrer en quarantaine officiellement ordonnée dans le pays de voyage en raison d'une infection réelle ou présumée par le coronavirus (COVID-19, y compris ses variantes) et, pour cette raison, ne peut pas retourner dans le pays de sa résidence officielle à la date prévue.
- 4.2.4** La personne assurée ou la personne co assurée est atteinte d'une infection à Covid-19 et, de ce fait, n'est plus apte à voyager ou on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle achève le voyage comme prévu après une expérience de vie générale. Les prestations d'assurance décrites au point 2.3.7 s'appliquent exclusivement à ce sinistre.
- 4.2.5** La personne assurée s'est fait voler son passeport et/ou visa lors du trajet vers l'aéroport

4.3. Conditions d'application de l'assurance

- 4.3.1** Toute prestation d'assurance doit être convenue à l'avance avec nous par téléphone. Les frais qui ne nous sont pas signalés à l'avance ne seront pas couverts.
- 4.3.2** Si nécessaire, l'assureur rembourse les coûts des moyens de transport supplémentaires dans

le pays de voyage qui sont la conséquence d'un sinistre assuré. Les frais de transport public, de location de voitures et de taxis sont remboursés jusqu'à concurrence de 250 EUR.

- 4.3.3** Inter Partner Assistance rembourse les frais d'hébergement d'un séjour prolongé pour cause de quarantaine ainsi que les frais d'hébergement supplémentaires, y compris les repas, pour cause de quarantaine, jusqu'à 250 EUR/nuit et jusqu'à un maximum de 14 nuits et 1 000 EUR. L'assureur ne prend en charge que les frais d'hébergement supplémentaires qui ne sont pas couverts par des tiers (par exemple, les voyagistes ou les autorités qui ont ordonné un confinement). Le prix de l'hébergement réservé pour cet hébergement supplémentaire ne doit pas différer de manière significative de l'hébergement réservé précédemment.
- 4.3.4** Inter Partner Assistance rembourse les frais d'annulation ou les coûts réels de l'hébergement non utilisé, comme les chambres d'hôtel, ainsi que les excursions et événements manqués si ceux-ci ne peuvent être utilisés en raison de la quarantaine. Pour pouvoir bénéficier de ce service, il faut exclure le remboursement par les fournisseurs d'hébergement et d'excursions/événements. En cas de remboursement incomplet, nous rembourserons la différence entre les frais réels de réservation et le remboursement effectué. Notre service est limité à 175 EUR/nuit et à un maximum de 14 nuits pour l'hébergement et à 200 EUR pour les excursions et les événements. Les frais d'excursions et d'événements ne seront remboursés que si ces excursions et événements ont eu lieu.
- 4.3.5** En cas de sinistre conformément au point 4.2. 4, nous remboursons les frais de voyage de retour ainsi que tous les autres frais supplémentaires dont il peut être prouvé qu'ils ont été occasionnés par l'interruption du voyage, à condition que l'arrivée et le départ soient effectués en utilisant des vols du groupe Luxair; ceci est également valable en cas de retour ultérieur. Lors du remboursement de ces frais, le type et la classe du moyen de transport, du logement et des repas seront basés sur la qualité réservée. Si, contrairement au voyage réservé, le voyage de retour en avion est nécessaire, seul le coût d'un siège "Economy" sera remboursé.
- Les frais médicaux, les frais d'accompagnement ainsi que les frais de rapatriement d'une personne assurée décédée ne sont pas couverts.
- 4.3.6** Notre prestation totale pour l'ensemble des services visés aux sections 4.3.2 à 4.3.7 est limitée à 1 000 EUR par voyage.

Exclusions

Dans les régions pour lesquelles le ministère fédéral des Affaires étrangères (ou l'organisme officiel respectif du pays dans lequel se trouve le lieu de résidence de la personne assurée) a officiellement émis un avertissement aux voyageurs au moment du début du voyage, il n'y a en principe pas de couverture d'assurance. Toutefois, les frais directement liés à une maladie COVID-19 sont couverts par le présent contrat dans le cadre de l'étendue normale de l'assurance. Toutefois, la couverture d'assurance sera fournie et le service sera offert si un événement ayant entraîné un avertissement de voyage survient de manière inattendue après le début du voyage. La couverture d'assurance expire à la fin du septième jour après l'émission de l'avertissement de voyage. Les pays où l'on déconseille tout voyage restent exclus de la couverture d'assurance.

Inter Partner Assistance est libéré de l'obligation de fournir des prestations si l'événement assuré était prévisible pour la personne assurée au début du voyage ou s'il a été provoqué délibérément par la personne assurée. Si la personne assurée provoque l'événement assuré par négligence grave, l'assureur est en droit de réduire ses prestations en fonction de la gravité de la faute de la personne assurée.

Les voyages effectués contre l'avis d'un médecin en exercice sont exclus de la couverture d'assurance.

Inter Partner Assistance ne prend en charge que les frais qui ne sont pas couverts par des tiers (par exemple, les voyagistes ou les autorités).

Inter Partner Assistance n'est pas responsable des frais de quarantaine encourus si le pays de vacances prescrit une quarantaine après l'entrée pour toutes les personnes entrant dans le pays et si la personne assurée devait avoir connaissance de ce fait avant de commencer le voyage.

Les prestations visées au point 2.3 sont fonction des conditions locales du lieu de vacances. Bien entendu, l'assureur s'efforce dans chaque situation de trouver une solution à la situation de la personne assurée. Toutefois, si une prestation ne peut être fournie en raison des circonstances locales, notre obligation de fournir des prestations ne s'applique pas.

Il n'y a pas de couverture d'assurance en cas d'opération de rapatriement étatique concertée. Par opération concertée de rapatriement étatique au sens des présentes conditions générales, on entend un rapatriement à l'initiative de l'État de tous les voyageurs d'une même nationalité d'une ou plusieurs zones vers le pays de résidence.

Droits en cas de dommages

L'assuré est habilité à exercer ses droits en cas de sinistre.

Si le motif et le montant de l'obligation de l'assureur de verser des indemnités ont été déterminés, le montant de l'indemnité est versé dans un délai de deux semaines à compter de la réception de l'avis de paiement de l'assureur, par virement bancaire sur un compte bancaire à indiquer par la personne assurée.

Obligations en cas de dommages

L'assuré est tenu :

- d'informer sans délai Inter Partner Assistance de la survenance d'un événement assuré et de prendre les mesures appropriées pour minimiser le sinistre,
- à fournir à Inter Partner Assistance tous les renseignements pertinents demandés et à lui communiquer tous les documents nécessaires, notamment les certificats médicaux et les documents relatifs à la maladie infectieuse subie pendant le séjour,
- de délier les médecins de leur obligation de confidentialité à l'égard de l'événement assuré, dans la mesure où cette demande peut être exécutée avec effet juridique.

Si une obligation contractuelle à remplir à l'égard d'Inter Partner Assistance est violée intentionnellement, Inter Partner Assistance sera libéré de l'obligation de verser des prestations. En cas de violation d'une obligation par négligence grave, Inter Partner Assistance sera en droit de réduire la prestation en fonction de la gravité de la faute. S'il peut être prouvé que l'obligation n'a pas été violée par négligence grave, la couverture d'assurance reste en vigueur. La couverture d'assurance reste également en vigueur si le titulaire du billet prouve que la violation de l'obligation n'a été la cause ni de la survenance ou de la constatation de l'événement assuré, ni de la constatation ou de l'étendue de la prestation.

Subsidiarité

Si la personne assurée a droit à des prestations en vertu d'autres assurances (par exemple l'assurance annulation et réduction de voyage prévue dans le contrat de voyage ou de location), Inter Partner Assistance n'est tenu de verser des prestations que pour le montant qui dépasse l'obligation de l'indemnitaire de payer les frais nécessaires.

5. Assurance des frais liés au refus d'embarquement

5.1. Objet et montant de la garantie

Inter Partner assistance garantit le remboursement aux personnes assurées des frais pour le transport et l'hébergement supplémentaires à l'arrivée dans les cas suivants :

- Echec de la vérification de l'état à l'enregistrement (vérification de la température, test rapide COVID positif, etc...)
- Vol de passeport et/ou visa en route vers l'aéroport

Les remboursements susmentionnés sont limités à un total de 1 000 EUR et sont applicables uniquement si l'assuré est en mesure de fournir un résultat de test négatif 72 heures avant le vol prévu.

6. Assurance des frais liés à un départ manqué

6.1. Objet et montant de la garantie

Inter Partner Assistance garantit le remboursement aux personnes assurées pour les frais d'hébergement supplémentaire et les frais de transport en raison de :

- Défaillance des autres transports publics
- Accident/Panne du véhicule client
- Embouteillages inattendus
- Grève
- Conditions météorologiques défavorables

Les remboursements susmentionnés sont limités à un total de 1 000 EUR.

7. Assurance protection juridique

La Compagnie rembourse à l'Assuré les frais et honoraires jusqu'à concurrence de 1 250 €.

7.1. Pour sa défense devant une juridiction pénale où il est cité à la suite d'un événement couvert par le présent contrat. Les pénalités, les amendes et les dépenses de l'instance pénale ne sont pas remboursées (Assurance Défense).

7.2. Pour demander à des tiers responsables des dommages-intérêts en cas de dommages corporels ou matériels subis par l'Assuré à la suite d'un événement couvert par le présent contrat (Assurance Recours).

7.3. Cette couverture n'est pas accordée :

- pour des demandes en réparation contre le preneur d'assurance ;
- pour les demandes en réparation de dommages inférieurs à 75 €.
- lorsque le recours de l'Assuré n'est fondé ni en droit, ni en fait.
- en cas de poursuites pénales de l'Assuré à la suite :
 - de faits provoqués en état d'ivresse ou de délire alcoolique ainsi qu'après usage/ou transport de drogues ;
 - de duel, de lutte ou de rixe (sauf en cas de légitime défense).

7.4. L'Assuré a la liberté de choisir son avocat pour représenter ou servir ses intérêts.

L'avocat ne peut être désigné par l'Assuré qu'avec l'accord écrit de la Compagnie.

La Compagnie ne prend pas en charge les frais et honoraires engagés par l'Assuré avant la déclaration de l'événement couvert par le présent contrat ou ultérieurement sans en avertir la Compagnie, sauf urgence justifiée.

7.5. En cas de conflit d'intérêts entre la Compagnie et l'Assuré ou de désaccord quant au règlement du litige, le différend est soumis, à deux arbitres désignés l'un par la Compagnie, l'autre par l'Assuré.

A défaut d'entente entre eux, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux.

Faute par l'une des parties de nommer son propre arbitre, ou faute par les deux arbitres de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en sera faite par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement du domicile de l'Assuré, statuant en référé.

Leur décision est définitive et sans appel.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, avant tout arbitrage ou contrairement à l'avis des arbitres, l'Assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable par rapport à l'avis de la Compagnie ou des arbitres, la Compagnie l'indemnise des frais et honoraires exposés pour l'exercice de cette action.

8. Exclusions communes à toutes les garanties

Sont exclus de l'assurance les sinistres survenant :

- par le fait dolosif ou par la faute grave du preneur d'assurance et/ou de l'Assuré ;
- à l'occasion d'une guerre déclarée ou non, de troubles civils, d'actes de terrorisme, d'une agression bactériologique ou chimique, de tremblements de terre ou d'autres cataclysmes, à moins que le preneur d'assurance ne prouve qu'il n'existe aucun rapport direct ou indirect entre le sinistre et l'un ou l'autre de ces événements ;
- directement ou indirectement par suite d'explosions, de dégagements de chaleur d'irradiation, de contamination provenant de transmutations d'atomes ou de radioactivité, ainsi que des effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules nucléaires.
- Lorsque les circonstances étaient connues avant la souscription de la police d'assurance ou lorsqu'au jour de la réservation du voyage, le preneur d'assurance pouvait raisonnablement s'attendre à ce que le voyage soit annulé.

Sont également exclus de la garantie :

- Tous les frais non utilisés ou supplémentaires que le preneur d'assurance a engagés et qui sont recouvrables auprès :
 - des fournisseurs d'hébergement, leurs agents de réservation, leur agent de voyage ou tout autre système de compensation ;
 - des prestataires de transport, leurs agents de réservation, les agences de voyage, les systèmes d'indemnisation ou les licences d'organismes de voyages aériens (ATOL) ;
 - des organismes bancaires (carte de crédit ou fournisseur de carte de débit) ou Paypal.
- Toute réclamation découlant d'un motif qui ne figure pas dans la section « cas d'application de la garantie ».

Le présent Contrat d'assurance est sans effet :

- lorsqu'une interdiction de fournir un contrat ou un service d'assurance s'impose à l'assureur du fait de sanction, restriction ou prohibition prévues par les lois et règlements,
- ou
- lorsque les biens et/ou les activités assurés sont soumis à une quelconque sanction, restriction, embargo total ou partiel ou prohibition prévus par les lois et règlements. »

Il est entendu que cette CLAUSE SANCTION n'a vocation à s'appliquer que dans l'hypothèse où le Contrat d'assurance entre dans le champ d'application de décisions de l'Organisation des Nations Unies prévoyant des mesures d'embargo ou de sanctions ainsi que - en l'absence d'effet direct de telles décisions - des droits nationaux transposant ces décisions. Il en va de même des textes de l'Union Européenne et de ses Etats membres soumettant un pays à un embargo ou à des sanctions.

B. Garanties « Assistance »

Définitions

Accident corporel

L'événement soudain indépendant de la volonté de l'Assuré qui entraîne une lésion corporelle constatée par une autorité médicale compétente et dont l'une des causes est extérieure à l'organisme de la victime.

Assuré

La personne nommément désignée sur le document voyage/confirmation.

Autorité médicale compétente

Le praticien de l'art médical reconnu par la législation en vigueur du pays concerné.

Evacuation sanitaire

Le transport vers un centre de soins dans le pays du domicile légal des assurés ou étranger d'un assuré malade ou blessé accompagné de personnel médical (médecin et/ou infirmier).
Une évacuation sanitaire ne s'envisage qu'en cas d'urgence médicale avec impossibilité de traitement adapté sur place.

Frais d'hôtel

La prise en charge de frais d'hôtel comprend les frais de chambre et de petit déjeuner.

Inter Partner Assistance

Compagnie d'assurances agréée sous le code n° 0487 pour pratiquer les assurances touristiques (A.R. du 01/07/1979 et du 13/07/1979 - M.B. du 14/07/1979) dont le siège social est établi à B- 1050 Bruxelles, avenue Louise 166, BP1.

Incident médical

La maladie ou l'accident corporel survenant à un assuré.

Maladie

Tout trouble involontaire de la santé médicalement décelable.

Preneur d'assurance

La personne physique ou morale qui souscrit le contrat d'assistance.

Rapatriement

Retour de l'Assuré et/ou des assurés à leur domicile légal.

Zone de Résidence

Le pays du domicile légal de l'assuré stipulé sur le document de voyage/confirmation.

9. Objet et étendue de l'assistance

9.1. Objet

Inter Partner Assistance garantit, à concurrence des montants indiqués, taxes comprises, un service d'assistance lorsque les assurés sont victimes des événements aléatoires définis dans le présent contrat.

9.2. Etendue territoriale

Le service d'assistance est acquis dans le monde entier, dès le départ du domicile légal (ou élu mentionné dans les Conditions Particulières) de l'Assuré.

10. Conditions d'octroi du service d'assistance

11.1. Inter Partner Assistance intervient pendant la période de validité du contrat à la suite d'événements

définis et au cours de la vie privée ou professionnelle dans les limites de l'étendue territoriale et des montants garantis.

11.2. Ces événements doivent obligatoirement faire l'objet d'une demande d'intervention auprès d'Inter Partner Assistance au moment des faits, sauf disposition contraire expresse propre à certaines garanties.

11.3. Le choix du moyen de transport le plus approprié appartient à Inter Partner Assistance; si la distance

à parcourir est inférieure à 1 000 km, le moyen de transport prioritaire sera le chemin de fer (1ère classe); si la distance à parcourir est supérieure à 1 000 km, le moyen de transport prioritaire sera l'avion de ligne (classe économique).

11.4. Ne donnent pas, à posteriori, droit à un remboursement ou à une indemnité toutes les prestations non sollicitées au moment des faits ainsi que celles refusées par l'Assuré ou organisées sans l'accord d'Inter Partner Assistance. L'événement doit être impérativement signalé à Inter Partner Assistance dès sa survenance et une attestation des autorités locales ou organismes de secours doit lui être transmise.

Il est fait exception à cette règle pour les frais :

- de recherche et de sauvetage à l'étranger (article 8.2.) ;
- de transport de l'Assuré accidenté sur piste de ski ;

11.5. Sauf convention contraire la garantie de la présente convention est limitée aux déplacements de 90 jours calendrier consécutifs au maximum. Les événements survenus après cette période ne donnent pas lieu à garantie.

11.6. La garantie n'est pas acquise lorsque, nonobstant la déclaration officielle du Ministère des Affaires Etrangères qui déconseille à ses ressortissants de se rendre dans un pays en état de troubles, d'émeutes, de guerres ou de guerres civiles, l'Assuré décide néanmoins d'entreprendre son voyage.

11. Assistance aux personnes

11.1. Assistance médicale

En cas d'incident médical survenant à un assuré, l'équipe médicale d'Inter Partner Assistance se met, dès le premier appel, en rapport avec le médecin traitant sur place afin d'intervenir dans les conditions les mieux adaptées à l'état de l'Assuré.

Dans tous les cas, l'organisation des premiers secours est assumée par les autorités locales.

11.2. Frais de recherche et de sauvetage à l'étranger

Inter Partner Assistance rembourse les frais de recherche et de sauvetage exposés en vue de sauvegarder la vie ou l'intégrité physique d'un assuré à concurrence de la contre-valeur de 2 000 € par sinistre à condition que le sauvetage résulte d'une décision prise par les autorités locales compétentes ou des organismes officiels de secours. L'événement doit être impérativement signalé à Inter Partner Assistance dès sa survenance et d'une attestation des autorités locales ou organismes de secours doit lui être transmise.

11.3. Remboursement du forfait « Remonte-pentes »

Si l'état de l'Assuré blessé entraîne une hospitalisation de plus de 24 heures et/ou un rapatriement organisé par Inter Partner Assistance, son forfait « Remonte-pentes » sera remboursé, sur présentation de l'original, au prorata du temps durant lequel il n'aura pu être utilisé, à concurrence de 124 € maximum.

11.4. Accident de ski à l'étranger

En cas d'accident corporel et/ou incident sur une piste de ski, Inter Partner Assistance rembourse à l'Assuré, sur présentation d'un justificatif original, les frais de descente en traîneau sanitaire occasionnés à la suite de cet accident et/ou incident. L'accident et/ou incident doit être impérativement signalé à Inter Partner Assistance au plus tard dans les 72 heures après sa survenance.

Cette garantie est exclue lorsque le sinistre survient suite à la pratique du ski effectué hors pistes balisées sans guide agréé par les autorités du pays.

11.5. Remboursement des frais médicaux suite à un incident médical à l'étranger

Inter Partner Assistance avance pour le compte d'AXA et prend en charge par sinistre, par assuré, et après épuisement des prestations garanties par tout tiers payeur, les frais consécutifs à des soins reçus à l'étranger, à la suite d'un incident médical à concurrence d'un maximum de 150 000 € par assuré.

Cette garantie comprend :

- les honoraires médicaux et chirurgicaux ;
- les frais liés à un test PCR supplémentaire si le premier test est positif ;
- les médicaments prescrits par un médecin ou un chirurgien local ;
- les frais d'hospitalisation pour autant que l'Assuré soit jugé intransportable par les médecins d'Inter Partner Assistance ;
- les frais de transport ordonnés par un médecin pour un trajet local ;
- les frais de soins dentaires urgents à concurrence d'une somme maximale de 250 € par sinistre.

11.5.1. Frais médicaux exclus

Ne sont pas remboursés :

- les interventions et traitements d'ordre esthétique ;
 - les frais médicaux engagés dans la zone de résidence, qu'ils soient ou non consécutifs à un accident ou une maladie survenus à l'étranger ;
 - les frais de cure, massages, physiothérapie et vaccination ;
 - les traitements non reconnus par la sécurité sociale luxembourgeoise ;
 - les frais de lunettes, lentilles de contact, appareils médicaux et les frais de prothèse en général ;
 - les frais résultant de l'utilisation de stupéfiants (sauf prescription médicale) et/ou abus d'alcool ;
 - toute demande d'intervention non introduite au moment des événements,
- à l'exception des frais médicaux et prescriptions médicalement requises à l'étranger n'ayant pas entraîné une hospitalisation.

11.5.2. Conditions de prise en charge des frais médicaux

12.5.2.1. La prise en charge et/ou le remboursement viennent en complément des remboursements et/ou prises en charges obtenus par l'Assuré ou ses ayants droit auprès de la sécurité sociale et/ou de tout autre organisme de prévoyance auquel il est affilié.

12.5.2.2. La prise en charge et/ou le remboursement de frais de traitement sont effectués sous le régime public. La prise en charge et/ou le remboursement de frais de traitement sous régime privé ne sont effectués que si des impératifs techniques et médicaux le justifient et que le service médical d'Inter Partner Assistance a préalablement marqué son accord.

11.5.3. Modalités de paiement des frais médicaux

Le paiement complémentaire de ces frais est effectué par Inter Partner Assistance à l'Assuré à son retour après recours aux organismes prévus au paragraphe précédent, sur présentation de toutes les pièces justificatives originales.

En cas d'avance des frais médicaux par Inter Partner Assistance, l'Assuré s'engage, dans un délai de deux mois suivant la réception des factures, à effectuer les démarches nécessaires au recouvrement de ces frais auprès de la sécurité sociale et/ou de tout autre organisme de prévoyance auquel il est affilié (mutuelle ou autre) et à reverser à Inter Partner Assistance le montant des sommes ainsi obtenues.

11.6. Envoi d'un médecin sur place

Suite à un incident médical et si l'équipe médicale d'Inter Partner Assistance l'estime nécessaire, Inter Partner Assistance mandate un médecin ou une équipe médicale qui se rendra auprès de l'Assuré afin de mieux juger des mesures à prendre et de les organiser.

11.7. Hospitalisation de plus de 5 jours de l'Assuré voyageant seul à l'étranger Lorsque l'Assuré, voyageant seul, est hospitalisé suite à un incident médical et que les médecins mandatés par Inter Partner Assistance déconseillent son transport avant 5 jours, Inter Partner Assistance organise et prend en charge :

Le voyage (aller/retour) d'un membre de sa famille ou d'un proche résidant, dans le même pays que le domicile légal de l'Assuré pour se rendre auprès de l'Assuré malade ou blessé, les frais d'hôtel sur place de cette personne, seront pris en charge par Inter Partner Assistance à concurrence de 70 € maximum par jour et ce pendant 10 jours maximum et moyennant présentation des justificatifs originaux.

11.8. Frais de prolongation du séjour de l'Assuré à l'étranger

Si l'assuré ne peut pas entreprendre le voyage de retour prévu pour des raisons médicales. Si un assuré victime d'un incident médical ne peut entreprendre son voyage retour à la date initialement prévue, IPA interviendra à concurrence de 700 € maximum par séjour dans ses frais de prolongation de séjour. Dans ce cas, si l'assuré malade ou blessé est accompagné de membres de sa famille ou d'un compagnon de voyage co-assuré, les frais de prolongation de ces autres personnes seront pris en charge à hauteur de 700 € par sinistre.

11.9. Frais de taxis

Lorsque l'assuré est hospitalisé à l'étranger suite à un incident médical, Inter Partner Assistance prend en charge, à concurrence d'un aller/retour par jour, les frais de taxi pour permettre à un membre de la famille, au conjoint ou au compagnon de voyage de se rendre à son chevet depuis le lieu de séjour jusqu'à l'hôpital.

Le montant de cette garantie est plafonné à la somme de 375,00 € maximum par sinistre et les remboursements ne se font que sur présentation des pièces justificatives originales.

11.10. Frais de télécommunications

Inter Partner Assistance rembourse les frais de télécommunications exposés pendant le séjour pour demander l'assistance à l'assureur et moyennant présentation de justificatifs.

11.11. Rapatriement ou transport suite à un incident médical

Si l'Assuré est hospitalisé à la suite d'un incident médical et que l'équipe médicale d'Inter Partner Assistance juge nécessaire de le transporter vers un centre médical mieux équipé, plus spécialisé ou plus proche de son domicile, Inter Partner Assistance organise et prend en charge le rapatriement ou le transport sanitaire de l'Assuré malade ou blessé, sous surveillance médicale si nécessaire, et selon la gravité du cas par :

- chemin de fer (1ère classe) ;
- véhicule sanitaire léger ;
- ambulance ;
- avion de ligne régulière, classe économique avec aménagement spécial si nécessaire;
- avion sanitaire. Conditions Spéciales

Si l'événement survient en dehors de l'Europe et des pays riverains de la mer méditerranée, le transport se fait par avion de ligne (classe économique) uniquement.

La décision du transport et des moyens à mettre en œuvre et du choix du lieu d'hospitalisation éventuel à l'étranger, est prise par le médecin d'Inter Partner Assistance en fonction des seuls impératifs techniques et médicaux. Le médecin d'Inter Partner Assistance doit obligatoirement avoir marqué son accord avant tout transport.

Les informations des médecins locaux et/ou du médecin traitant habituel, qui peuvent être essentielles aident les médecins d'Inter Partner Assistance à prendre la décision qui paraît la plus opportune.

Il est, à cet égard, expressément convenu que la décision finale, à mettre en œuvre dans l'intérêt de l'Assuré, appartient en dernier ressort aux médecins d'Inter Partner Assistance, et ce, afin d'éviter tout conflit d'autorité médicale.

Par ailleurs, dans le cas où l'Assuré refuse de suivre la décision considérée comme la plus opportune par les médecins d'Inter Partner Assistance, il décharge expressément Inter Partner Assistance de toute responsabilité, notamment en cas de retour par ses propres moyens ou encore en cas d'aggravation de son état de santé.

11.12. Rapatriement funéraire au cours d'un voyage

A l'étranger :

En cas de décès d'un assuré à l'étranger et si la famille décide d'une inhumation (ou d'une crémation) dans le pays du domicile légal de l'Assuré, Inter Partner Assistance organise le rapatriement de la dépouille mortelle et prend en charge :

- les frais de traitement funéraire ;
- les frais de mise en bière sur place ;
- les frais de cercueil à concurrence de 620 € maximum ;
- les frais de transport de la dépouille mortelle du lieu du décès au lieu d'inhumation ou de crémation dans le pays du domicile légal de l'Assuré.

Les frais de cérémonie et d'inhumation ou de crémation dans le pays du domicile légal de l'Assuré ne sont pas pris en charge par Inter Partner Assistance.

Dans le cas où la famille décide d'une inhumation ou d'une crémation sur place à l'étranger, Inter Partner Assistance organise et prend en charge les mêmes prestations que celles précitées. En outre, elle organise et prend en charge le voyage (aller/retour) d'un membre de la famille ou d'un proche résidant dans le pays du domicile légal de l'Assuré pour se rendre sur le lieu de l'inhumation ou de crémation.

En cas de crémation sur place à l'étranger avec cérémonie, dans le pays du domicile légal de l'Assuré, Inter Partner Assistance prend en charge les frais de rapatriement de l'urne vers ledit pays.

L'intervention d'Inter Partner Assistance est, dans tous les cas limités aux dépenses que supposerait le rapatriement de la dépouille mortelle vers le pays du domicile légal de l'Assuré.

Le choix des sociétés intervenant dans le processus du rapatriement est du ressort exclusif d'Inter Partner Assistance.

11.13. Frais de rapatriement des autres assurés en cas d'évacuation sanitaire ou décès d'un assuré à l'étranger

En cas d'évacuation sanitaire ou de décès d'un assuré à l'étranger, Inter Partner Assistance organise et prend en charge, jusque dans le pays de leur domicile légal, le retour anticipé des autres assurés.

Cette garantie s'applique pour autant que les autres assurés ne puissent pas utiliser le même moyen de transport qu'au voyage aller ou celui initialement prévu pour le retour et rentrer dans le pays de leur domicile légal par leurs propres moyens.

Inter Partner Assistance organise et prend également en charge le retour des animaux domestiques (chien(s) ou chat(s)) accompagnant l'Assuré.

11.14. Prise en charge des enfants de moins de 16 ans à l'étranger

Si l'(es) Assuré(s) accompagnant des enfants de moins de 16 ans se retrouve(nt) dans l'impossibilité de s'occuper d'eux suite à un incident médical, Inter Partner Assistance organise et prend en charge le voyage aller-retour d'une personne, résidant dans le pays du domicile légal de l'Assuré, désignée par la famille pour aller chercher les enfants de moins de 16 ans et les ramener à leur domicile légal.

Les frais d'une nuit d'hôtel de cette personne, seront pris en charge par Inter Partner Assistance à concurrence de 75 € maximum moyennant justificatifs originaux.

Dans le cas où il est impossible de joindre une des personnes mentionnées ci-dessus, ou si ces personnes sont dans l'impossibilité d'effectuer le voyage, Inter Partner Assistance envoie un délégué pour prendre les enfants en charge et les ramener, dans le pays du domicile légal de l'Assuré, à la garde de la personne désignée par l'Assuré.

11.15. Retour anticipé d'un assuré

Si l'Assuré doit interrompre son voyage à l'étranger pour cause :

- du décès imprévisible dans le pays de son domicile légal, d'un membre de sa famille
- du décès imprévisible d'un associé irremplaçable pour la gestion journalière de l'entreprise de l'Assuré ou du remplaçant de l'Assuré dans sa profession libérale
- de l'hospitalisation de plus de cinq jours, dans le pays du domicile légal, d'un membre de sa famille
- de dégâts immobiliers importants occasionnés au domicile légal inoccupé par l'assuré et dont la présence sur place est indispensable ;
- de recommandation de la part du gouvernement du pays de destination envers les touristes de quitter le pays ;

Inter Partner Assistance organise et prend en charge, jusqu'à leur domicile ou le lieu d'inhumation dans le pays de leur domicile légal :

- soit, le voyage aller / retour d'un assuré ;
- soit, le voyage retour de l'assuré, des membres de sa famille et/ou du compagnon de voyage si ce dernier devait poursuivre son voyage tout seul.

La garantie "Retour anticipé" d'un assuré n'est acquise que sur présentation d'un certificat de décès ou d'hospitalisation et uniquement si la maladie ou le décès présente un caractère imprévisible au moment du départ de l'Assuré à l'étranger.

12. Assistance « Voyages à l'étranger »

12.1. Informations diverses

Inter Partner Assistance donne à l'Assuré, par téléphone, des informations relatives à un départ vers l'étranger (visas, passeports, vaccination, ...)

12.2. Assistance en cas de vol, perte ou destruction de bagages à l'étranger

En cas de vol ou de perte des bagages d'un assuré lors d'un transfert aérien, Inter Partner Assistance l'aide à remplir les formalités auprès des autorités compétentes et lui transmet toutes les informations relatives à l'évolution des recherches entreprises.

En cas de vol, perte ou destruction de bagages d'un assuré, Inter Partner Assistance remboursera à l'assuré, sur base des pièces justificatives originales et à concurrence d'un montant de 150 € maximum, les frais liés aux achats de première nécessité.

12.3. Transmission de messages urgents vers la zone de résidence

Si l'Assuré en fait la demande, Inter Partner Assistance transmet gratuitement à toute personne restée dans le pays de la zone de résidence les messages urgents en rapport avec les garanties et prestations assurées.

D'une manière générale, la retransmission des messages est subordonnée à une justification de la demande, une expression claire et explicite du message à transmettre et l'indication précise du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de la personne à contacter.

Tout texte entraînant une responsabilité pénale, financière, civile ou commerciale est transmis sous la seule responsabilité de son auteur qui doit pouvoir être identifié. Son contenu doit en outre être conforme à la législation luxembourgeoise et internationale.

12.4. Assistance en cas de perte ou vol de documents de voyage et de titres de transport

En cas de perte ou de vol du titre de transport et des papiers nécessaires au retour au domicile et après déclaration des faits par l'Assuré aux autorités locales, Inter Partner Assistance :

- met tout en œuvre pour faciliter les démarches et formalités nécessaires au retour de l'Assuré ;
- à la demande de l'Assuré, fournit les renseignements concernant les coordonnées des consulats et ambassades du pays d'origine de l'Assuré ;
- met à la disposition de l'Assuré les billets nécessaires au retour ou à la continuation de son voyage à charge pour ce dernier de rembourser le prix des billets à Inter Partner Assistance dans les deux mois de la mise à disposition.

En cas de perte ou de vol de chèques, cartes de banque ou de crédit, Inter Partner Assistance communiquera à l'Assuré les coordonnées téléphoniques des institutions bancaires permettant de prendre les mesures de protection nécessaires.

L'Assuré doit impérativement déclarer la perte ou le vol aux autorités locales compétentes.

En aucun cas, Inter Partner Assistance ne peut être tenue pour responsable de la transmission fautive ou erronée des renseignements fournis par l'Assuré.

12.5. Envoi de médicaments indispensables à l'étranger

Lorsque l'Assuré est malade à l'étranger, Inter Partner Assistance organise et prend en charge avec l'accord préalable du service médical d'Inter Partner Assistance, la recherche et la mise à disposition des médicaments indispensables prescrits par une autorité médicale compétente.

Inter Partner Assistance organise et prend en charge l'envoi et la mise à disposition des médicaments indispensables prescrits par une autorité médicale compétente et introuvables sur place mais disponibles dans la zone de résidence.

Inter Partner Assistance organise et prend en charge la recherche et l'envoi de ces médicaments par les moyens les plus rapides sous réserve des législations locales et internationales et des disponibilités des moyens de transport.

L'Assuré s'engage à rembourser à Inter Partner Assistance le prix des médicaments qui sont mis à sa disposition, majorés des frais éventuels de dédouanement, dans un délai de deux mois à partir de la date d'expédition.

12.6. Assistance linguistique

Si l'Assuré rencontre des difficultés linguistiques à l'étranger en rapport avec les prestations d'assistance en cours, Inter Partner Assistance effectue par téléphone les traductions nécessaires à la bonne compréhension des événements.

Dans la mesure où la traduction doit dépasser le cadre de l'engagement d'Inter Partner Assistance, les coordonnées d'un traducteur-interprète sont transmises sur demande à l'Assuré ; les honoraires de ce dernier restant à charge de celui-ci.

12.7. Avance de fonds

En cas de survenance à l'étranger d'un événement couvert ayant fait l'objet d'une demande d'intervention auprès d'Inter Partner Assistance et, le cas échéant, après déclaration aux autorités locales, Inter Partner Assistance met, à la demande de l'Assuré, tout en œuvre pour lui faire parvenir la contre-valeur de maximum 2 500 €. Cette dernière doit être versée préalablement à Inter Partner Assistance en liquide ou sous forme de chèque bancaire certifié conforme.

12.8. Animal de compagnie

En cas de maladie ou d'accident d'un chien ou d'un chat, en règle de vaccination, accompagnant un assuré à l'étranger, Inter Partner Assistance prend en charge les frais de vétérinaire reconnu par la législation en vigueur du pays concerné à concurrence de 62 € maximum sur transmission des pièces justificatives originales attestant de la maladie ou de l'accident.

13. Assistance juridique

13.1. Avance de caution pénale à l'étranger

Si, à la suite d'un accident de la circulation à l'étranger, l'Assuré tombe sous le coup de poursuites judiciaires, Inter Partner Assistance lui avance le montant de la caution pénale exigée par les autorités judiciaires à concurrence de 12 500 € maximum par assuré.

Inter Partner Assistance accorde à l'Assuré un délai de trois mois à compter du jour de l'avance pour la rembourser.

Si cette caution est remboursée avant ce délai par les autorités du pays, elle devra être aussitôt remboursée à Inter Partner Assistance. Si l'Assuré cité devant les tribunaux (ou son représentant légal désigné et ceci, dans la mesure où le droit en vigueur le permet) ne se présente pas, Inter Partner Assistance exigera le remboursement immédiat de la caution.

13.2. Honoraires d'avocat à l'étranger

Si, à la suite d'un accident de la circulation à l'étranger, l'Assuré tombe sous le coup de poursuites judiciaires, Inter Partner Assistance avance le montant des honoraires d'un avocat librement choisi par l'Assuré, à concurrence de 1.250 € par assuré. Inter Partner Assistance n'intervient pas dans les frais judiciaires (zone de résidence) d'une action entreprise par l'Assuré à l'étranger.

L'Assuré s'engage à rembourser à Inter Partner Assistance le montant des honoraires dans un délai de trois mois à partir de la date de l'avance.

14. Assistance au domicile

14.1. Retour anticipé des parents en cas d'hospitalisation en zone de résidence, d'un enfant de moins de 16 ans

Si un assuré de moins de 16 ans doit être hospitalisé (zone de résidence), pour une durée d'au moins 48 heures, alors que ses parents se trouvent à l'étranger, Inter Partner Assistance organise et prend en charge le retour de ces derniers au domicile. Si les parents ne peuvent rentrer immédiatement, Inter Partner Assistance les tient au courant de l'évolution de l'état de santé de leur enfant.

15. Assistance télé médicale

Si vous ne vous sentez pas bien pendant votre voyage et que vous n'êtes pas sûr de pouvoir poursuivre votre voyage, l'assureur vous offre la possibilité de vous entretenir avec un médecin pour discuter de vos symptômes. Le médecin posera un diagnostic et formulera une recommandation pour la suite des opérations si les symptômes le permettent et si cela est médicalement justifiable. Un tel diagnostic ou une telle recommandation devrait vous donner une orientation pour la suite de la procédure et vous offrir, ainsi qu'à vos compagnons de voyage, une sécurité pour le temps de voyage restant.

Une consultation par le médecin référent est possible en français et en anglais.

Afin d'accéder aux Services, le Bénéficiaire doit appeler le numéro mis à sa disposition d'Inter Partner Assistance, spécialement prévu à cet effet. Au cours de l'appel téléphonique qui s'en suit, le Bénéficiaire sera mis en contact avec un collaborateur d'Inter Partner Assistance chargé d'identifier et d'authentifier le Bénéficiaire et de vérifier s'il remplit toutes les conditions requises pour bénéficier des Services. Dans l'affirmative, le collaborateur d'Inter Partner Assistance fixera un rendez-vous avec l'un des Médecins, selon les disponibilités de ceux-ci, en tenant compte des demandes du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire recevra, sur son adresse électronique personnelle, un e-mail de confirmation ou sur son smartphone un SMS de confirmation de la téléconsultation planifiée ainsi qu'un lien et un code d'accès vers la Plateforme.

Le Bénéficiaire peut ensuite se connecter à la Plateforme, grâce au lien communiqué par le collaborateur d'Inter Partner Assistance, et accéder à son Compte Personnel en s'authentifiant grâce au code d'accès communiqué.

Si au cours de l'assistance télé médicale, le médecin détermine que votre état de santé nécessite une visite personnelle chez un médecin sur place afin de clarifier le diagnostic et, si nécessaire, de poursuivre le traitement, l'assistance télé médicale prend fin. Dans ce cas, le médecin mandaté par l'assureur vous recommandera de contacter un prestataire de services médicaux local (médecin, hôpital ou pharmacie) afin de coordonner avec lui la suite du traitement.

Veuillez noter que l'assureur ne fournit pas de service d'urgence médicale avec cette garantie. Aucun traitement immédiat ni aucune anamnèse ne sont proposés. En cas de symptômes aigus, veuillez toujours consulter les services d'urgence locaux.

Les services de téléassistance médicale sont limités aux conseils télé médicaux pour deux diagnostics (maladies) différents par voyage. Pour chaque diagnostic (maladie), vous pouvez bénéficier de l'assistance télé médicale jusqu'à deux fois si nécessaire.

L'assistance télé médicale est fournie directement par le médecin mandaté par l'assureur, qui est seul responsable de son avis médical.

Dans le cadre de la téléassistance médicale, l'assureur ne fournit pas de services autres que ceux décrits ci-dessus. Dans le cadre de ce service, l'assureur ne couvre pas les frais de traitement médical ni les frais de mesures médicales supplémentaires.

Les coûts de l'assistance télé médicale sont entièrement pris en charge par l'assureur

Pour bénéficier de ce service vous devez contacter le numéro suivant :
+352 44 24 24 20 20

16. Exclusions

16.1. Exclusions communes à toutes les garanties

Ne sont pas couverts et ne sont pas remboursés :

- les frais engagés par un Assuré sans accord préalable d'Inter Partner Assistance (sauf disposition contraire prévue au contrat) ;
- les frais de restauration (sauf disposition contraire les frais de restauration (sauf disposition contraire prévue au contrat) « exemple Article 5.5.» ;
- les frais de taxi, sauf ceux prévus explicitement dans le contrat ;
- les frais prévus avant le départ pour les voyages à l'étranger (frais de séjour sur place ...) ;
- les conséquences dommageables normalement prévisibles d'un acte ou d'une omission dont se rend coupable l'Assuré ;
- les activités à caractère dangereux telles que celles d'acrobate, de dompteur ou scaphandrier ou l'une des activités professionnelles ci-après :
 - des montées sur toits, sur échelles ou échafaudages ;
 - descentes en puits, mines ou carrières en galeries ;
 - fabrication, usage ou manipulation d'artifices ou d'explosifs ;
- les événements provoqués par un acte intentionnel, par suicide ou tentative de suicide de l'Assuré ;
- le besoin d'assistance qui est survenu alors que l'Assuré se trouve en état d'ivresse, d'intoxication alcoolique punissable ou dans un état analogue résultant de produits autres que des boissons alcoolisées ou accomplit un acte téméraire, un pari ou un défi ;
- les événements résultant de faits de guerre, une mobilisation générale, une réquisition des hommes et du matériel par les autorités, le terrorisme ou le sabotage, ou de conflits sociaux tels que grève, lock-out, émeute ou mouvement populaire, à moins que l'Assuré démontre qu'il n'a pas participé à cet événement ;
- les accidents nucléaires tels que définis par la Convention de Paris du 29 juillet 1960 ou résultant de radiations provenant de radio-isotopes ;
- la participation en compétitions ou au cours d'entraînements en vue de telles épreuves ; la pratique de sports de compétition comportant l'usage de véhicules à moteur ; celle, à titre professionnel, de tous autres sports et la pratique de tous sports réputés dangereux ;
- les prestations garanties qu'elle ne peut fournir par suite de force majeure ou de fait du prince ;
- tous les frais non explicitement cités comme étant pris en charge dans le cadre du contrat ;
- les prestations effectuées sans l'accord d'Inter Partner Assistance.

16.2. Exclusions relatives à l'assistance aux personnes

La garantie n'est pas acquise pour :

- les frais de traitements médicaux et de médicaments prescrits et/ou engagés dans le pays du domicile légal de l'Assuré à la suite d'une maladie ou d'un accident survenu à l'étranger ;
- les affections ou lésions bénignes qui n'empêchent pas l'Assuré de poursuivre son voyage ;
- les maladies mentales et les états psychiatriques ayant déjà fait l'objet d'un traitement ;

- les états de grossesse après la 26ème semaine et les interruptions volontaires de grossesse ;
- les maladies chroniques ayant provoqué des altérations neurologiques, respiratoires, circulatoires, sanguines ou rénales ;
- les rechutes et les convalescences de toutes affections révélées, non encore consolidées et en cours de traitement avant la date de départ en voyage et comportant un danger réel d'aggravation rapide ;
- les affections chroniques, les affections en cours de traitement et les états de convalescence non consolidés ;
- les frais de médecine préventive et les cures thermales ;
- les frais de diagnostic et de traitement non reconnus par la Sécurité Sociale ;
- l'achat et la réparation de prothèses en général, y compris lunettes, verres de contact, etc.

17. Cadre juridique

17.1. Prise d'effet du contrat

Sauf convention contraire, le contrat prend cours à la date indiquée aux Conditions Particulières.

17.2. Durée et fin du contrat

17.2.1. Durée et fin du contrat temporaire

Le contrat est conclu pour la durée indiquée aux Conditions Particulières.

17.2.2. Fin du contrat

17.2.2.1. Inter Partner Assistance peut mettre fin au contrat

En cas de manquement par le preneur d'assurance, de l'Assuré ou du bénéficiaire aux obligations découlant du contrat. Cette résiliation doit être notifiée au plus tard un mois après le paiement de l'indemnité ou la notification de refus d'intervention.

Les effets du contrat cessent un mois après la notification de la résiliation par lettre recommandée.

La prime non absorbée est restituée au prorata du temps restant à courir.

Les effets du contrat cessent lors de la notification de la résiliation lorsque l'Assuré a manqué à l'une des obligations nées de la survenance du sinistre dans une intention frauduleuse.

17.2.2.2. Le preneur d'assurance peut mettre fin au contrat

Après chaque déclaration de sinistre. Cette résiliation doit être notifiée au plus tard un mois après paiement de l'indemnité ou la notification du refus d'intervention.

Dans les 30 jours de la réception de l'exemplaire des Conditions Particulières pré signées si le contrat a été conclu pour une durée supérieure à 30 jours.

Dans ce cas, la résiliation prend effet immédiatement au moment de la notification.

Les effets du contrat cessent après un mois à compter du lendemain du dépôt à la poste de la résiliation par lettre recommandée.

17.3. Subrogation et pluralités d'assurances

17.3.1. Tiers responsables

Inter Partner Assistance qui a presté l'assistance ou payé l'indemnité est subrogée, à concurrence du montant de celle-ci, dans les droits et actions des assurés contre les tiers responsables du dommage.

Si, après le fait de l'Assuré ou du bénéficiaire, la subrogation ne peut plus produire ses effets en faveur d'Inter Partner Assistance, celle-ci peut lui réclamer la restitution de l'indemnité versée dans la mesure du préjudice subi.

La subrogation ne peut nuire à l'Assuré ou au bénéficiaire qui n'aurait été indemnisé qu'en partie.

Dans ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, de préférence à Inter Partner Assistance.

Sauf en cas de malveillance, Inter Partner Assistance, n'a aucun recours contre les descendants, les ascendants, le conjoint et les alliés en ligne directe de l'Assuré, ni contre les personnes vivant au foyer, ses hôtes et les membres de son personnel domestique.

Toutefois, Inter Partner Assistance peut exercer un recours contre ces personnes dans la mesure où leur responsabilité est effectivement garantie par un contrat d'assurance.

17.3.2. Pluralités d'assurances

Inter Partner Assistance n'intervient qu'après épuisement des garanties octroyées par d'autres organismes de prévoyance, d'assurance et d'assistance ou des prestations de la sécurité sociale auxquelles l'Assuré aurait droit. Dans l'hypothèse où ces organismes prévoient entre eux un autre moyen de réparation de la charge du sinistre que celui-ci visé ci-dessus, Inter Partner Assistance opte pour la clé

de répartition prévue par l'article 55 de la Loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance. Inter Partner Assistance qui a presté l'assistance ou payé l'indemnité est subrogée, à concurrence du montant de celle-ci, dans les droits et actions des assureurs contre les tiers responsables du dommage.

17.4. Les engagements

17.4.1. Les engagements de l'Assuré

17.4.1.1. Déclaration de sinistre

L'Assuré doit, dès que possible et en tout cas dans les délais imposés, signaler à Inter Partner Assistance la survenance du sinistre ainsi qu'au guide Luxair.

L'Assuré doit fournir sans retard tous renseignements utiles et répondre aux demandes qui lui sont faites pour déterminer les circonstances et apprécier l'étendue du sinistre.

Afin que l'assistance soit organisée de manière optimale et notamment pour convenir du moyen de transport le plus approprié (avion train, etc.), l'Assuré veillera à contacter Inter Partner Assistance avant toute intervention et à n'engager des frais d'assistance qu'avec son accord.

A défaut de l'avoir fait, ces frais sont remboursés jusqu'à concurrence des montants indiqués aux conditions générales et dans la limite de ceux qu'Inter Partner Assistance aurait engagés si elle avait elle-même organisé le service.

17.4.1.2. Sanctions

Si l'Assuré ne remplit pas une des obligations prévues ci-dessus et qu'il en résulte un préjudice pour Inter Partner Assistance, celui-ci a le droit de prétendre à une réduction de sa prestation à concurrence du préjudice qu'elle subit.

Inter Partner Assistance peut décliner sa garantie si, dans une intention frauduleuse, l'Assuré n'a pas rempli les obligations énoncées ci-dessus.

17.4.2. Obligation de moyen

Inter Partner Assistance met tout en œuvre pour assister l'Assuré.

Inter Partner Assistance ne pourra néanmoins en aucun cas être tenue pour responsable ni de la non-exécution, ni des retards provoqués par :

- une guerre civile ou étrangère
- une mobilisation générale,
- une réquisition des hommes et du matériel par les autorités,
- tous les actes de sabotage ou de terrorisme commis dans le cadre d'actions concertées,
- les conflits sociaux, tels que grèves, émeutes, mouvements populaires, lock out, ...etc.,
- les effets de la radioactivité,
- tous les cas de force majeure rendant impossible l'exécution du contrat.

17.5. Intervention non-contractuelle

Dans l'intérêt de l'Assuré, il se peut qu'Inter Partner Assistance doive prendre en charge des frais qui ne sont pas couverts par le contrat.

Dans ce cas, l'Assuré s'engage à en faire le remboursement dans le mois du paiement à Inter Partner Assistance.

17.6. Correspondance

Les communications ou notifications destinées à l'Assuré sont valablement faites à l'adresse qu'il a indiquée dans le contrat ou qu'il aurait notifiée ultérieurement à Inter Partner Assistance.

Les communications ou notifications de l'Assuré sont valablement faites à Inter Partner Assistance, avenue Louise 166 B.P : 19 à B-1050 Bruxelles ou au producteur d'assurance porteur de la quittance établie par Inter Partner Assistance ou intervenu lors de la conclusion ou lors de l'exécution du contrat.

Obligations de l'assuré en cas de sinistre

L'assuré doit prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre.

Par la suite, l'Assuré s'engage à, dans le délai maximal de 3 mois après la survenance de l'incident et de l'intervention d'Inter Partner Assistance à :

- fournir les justificatifs des dépenses engagées ;
- apporter les preuves des faits qui donnent droit aux prestations garanties ;
- restituer d'office les titres de transport qui n'ont pas été utilisés parce qu'Inter Partner Assistance a pris en charge des transports.

Lorsqu'Inter Partner Assistance a fait l'avance des frais médicaux, l'Assuré doit effectuer d'office toutes les démarches nécessaires auprès des organismes de sécurité sociale et/ou de prévoyance couvrant les mêmes frais pour en obtenir le recouvrement et reverser les sommes perçues à ce titre à Inter Partner Assistance.

Accident

Faire immédiatement part du sinistre à Inter Partner Assistance.

Demander la constatation officielle (certificat médical et de décès) et recueillir les témoignages si possibles.

Permettre à la Compagnie AXA Assurances Luxembourg ou à ses mandataires un libre accès à la victime. Dans le cas où la Compagnie AXA Assurances Luxembourg le demande, permettre l'autopsie.

Maladie

Réclamer un certificat au médecin en le priant d'y faire figurer son diagnostic sur les lésions ou trouble constatés et son avis sur leurs origines et leurs conséquences (durée de l'alitement ou d'hospitalisation, traitement préconisé, mesures spéciales envisagées.

En cas de frais médicaux payés, réclamer une facture acquittée que vous enverrez à vos caisses de maladie et/ou à tout autre organisme de prévoyance qui vous couvriront une partie des frais.

Le solde sera remboursé par l'assureur sur présentation du formulaire complété « Déclaration Frais Maladie » (peut être téléchargé du site internet www.luxair.lu), du décompte de vos caisses de maladie et/ou de tout autre organisme de prévoyance et d'une copie des factures.

Assistance

Prendre contact le plus rapidement possible avec Inter Partner Assistance, avant de prendre des initiatives personnelles en ce qui concerne l'obtention d'une assistance, afin de permettre la mise en œuvre de l'assistance de la façon la plus efficace possible.

Traitement des données personnelles

Le client reconnaît avoir pris connaissance de la fiche IPID et des conditions générales de l'assurance Voyages Travel Group Luxembourg SàRL.